

Emmanuel Macron : « Il faut qu'en 2025, on ait au moins 25 licornes »

Devant un parterre d'investisseurs et d'entrepreneurs, Emmanuel Macron a annoncé mardi soir débloquer une enveloppe de 5 milliards d'euros pour le financement late stage, dont plus de la moitié proviennent des assureurs.

« *Plus vite, plus fort, plus haut* » : le message est clair ! Emmanuel Macron s'est mué, mardi soir, en coach des startupper. À la veille de l'ouverture du France Digitale Day, sommet des startupper, le président a égrené, devant une pléiade d'investisseurs, d'entrepreneurs et d'acteurs de la startup nation, plusieurs mesures destinées à doper l'écosystème innovant. C'était l'une des demandes-clés du rapport Tibi qui lui avait été remis au printemps.

À lire aussi

Non, entrer en Bourse n'est (pour l'instant) pas une option pour les scaleups françaises

D'abord, une enveloppe de 5 milliards d'euros – financée à hauteur de 3 milliards par les grands groupes d'assurance et deux milliards par le capital risque – et qui doit servir à financer les scaleups. Ainsi, bpifrance s'est engagé à investir un milliard d'euros sur trois ans, en souscrivant notamment aux véhicules d'investissement de Partech et Gaia Capital Partners. De son côté, Axa lancera son propre fonds late stage, doté également d'un milliard d'euros et géré par Axa Venture Partners.

Le président de la République s'est félicité de cette mobilisation « *inédite* » de l'écosystème. « *Vous avez les idées, il faut vous apporter les capitaux pour réussir* », a-t-il lancé aux entrepreneurs, conquis. « *Je suis convaincu que la dynamique ne fait que commencer... mais il fallait qu'elle commence, s'est satisfait le président de la République. La capacité à lever des fonds, c'est celle de réussir plus vite, d'avoir des startups qui grandissent plus vite et plus fort et la possibilité de garder nos champions, les faire croître et créer de l'emploi.* »

Assurer la souveraineté numérique et créer de l'emploi

Le président a ainsi rappelé les deux enjeux de la croissance de la French Tech : d'une part assurer la souveraineté numérique de la France et, plus largement, de l'Europe ; d'autre part, créer des emplois sur l'ensemble du territoire. « *Je suis ouvert aux investisseurs chinois ou américains, aux entreprises étrangères qui peuvent fournir des services mais je ne veux pas dépendre de technologies étrangères* », a souligné avec malice Emmanuel Macron. Avant de se fendre d'une salve de récriminations à l'égard des « *grands champions américains ou chinois qui opèrent dans des environnements de moins en moins concurrentiels, monopolistiques ou oligopolistiques* ». « *On assiste à un M&A de destruction de toute concurrence et on n'est plus dans une économie de rente de l'innovation mais de rente d'une situation de monopole mondial* », a-t-il ainsi regretté.

Mais en matière d'emploi, le président n'a pas hésité à prendre pour exemples ces mêmes géants. « *Aux États-Unis, les sociétés technologiques créent entre un tiers et la moitié des nouveaux emplois. Les 40 startups les plus prometteuses en France vont créer au moins 7000 emplois directs dans les prochains mois, 25 000 pour l'ensemble des startups. On peut faire beaucoup plus.* » Et le chef de l'État a fixé un objectif ambitieux pour « *irriguer l'ensemble de l'économie* » : celui d'atteindre 25 licornes tricolores d'ici 2025.

À lire aussi

La French Tech se structure (enfin) afin de devenir le bras armé de la startup nation

Un objectif parfaitement réaliste, selon Emmanuel Macron. « *Les chiffres montrent qu'on est en train d'y arriver, a-t-il encouragé. Les levées de fonds avaient atteint 3,6 milliards d'euros en 2018, elles devraient grimper à plus de 5 milliards cette année. On comptait 11 levées de plus de 50 millions d'euros en 2018, il y en a eu 13 depuis début 2019. Ce n'est pas une fiction, c'est en train de se passer.* » Le président a loué le « *génie français* » qui doit permettre de mener à bien la révolution technologique après avoir déjà porté les révolutions agricole et industrielle. « *Si vous voulez changer le monde, ce n'est pas le pire endroit pour le faire, a souri Emmanuel Macron. Certains parlent de paradis, ce n'est pas totalement faux mais le paradis reste à construire.*»

Article écrit par GERALDINE RUSSELL